

Une nouvelle « déclaration unitaire »...

La lettre d'un militant NPA à son comité

Quelques remarques rapides concernant la « déclaration unitaire PS-PCF-PG-NPA-etc. du 25.4 relative au 1^o mai et explicitant pourquoi je suis en désaccord avec son contenu...

« pour un grand 1er mai de convergence des luttes !

Après les mobilisations des 29 janvier et 19 mars, c'est un 1er mai exceptionnel qui se prépare dans toute la France. Pour la première fois depuis longtemps, en effet, toutes les organisations syndicales y appellent ensemble et prévoient plus de manifestations qu'il n'y en a eu le 19 mars. »

La question de l'unité de toutes les organisations syndicales est essentielle : les travailleurs savent que divisés ils seront vaincus. C'est pourquoi il veulent l'unité de leurs organisations. C'est aussi pourquoi nous attachons une telle importance à l'expérience du LKP guadeloupéen, front anti-gouvernemental regroupant partis, syndicats et associations et unissant les travailleurs de l'île face à l'État et aux capitalistes.

Mais est-ce dont-il s'agit dans le cas de l'intersyndicale CGT-FO-SUD-CFDT-CFTC-CGC-UNSA-FSU ? Comment confondre l'aspiration au Front Unique de classe avec la politique dite du « syndicalisme rassemblé » chère à la direction cégétiste ?

Sous prétexte d'unité entre appareils syndicaux, on aboutit dans ce cas à la soumission à des organisations signataires depuis des années de tous les accords de régression sociale et dont personne n'ignore qu'elle s'opposent à la moindre remise en cause du gouvernement Sarkozy.

Dans son rapport au CCN de la CGT (1^o avril 2009), B. Thibault expliquait : « nous ne prendrons pas le risque de donner un prétexte à ce que la CGT apparaisse comme cherchant à se distinguer de ce qu'a décidé l'intersyndicale ». Voilà qui illustre clairement le rôle de cette « unité ».

Et pour que les choses soient claires, Thibault précise même que pour lui, la mise en place de l'intersyndicale procède d'une autre stratégie que celle qui a abouti à la constitution du LKP guadeloupéen, La différence serait que dans le cas français, il n'est pas question de « politiser » l'action, de remettre en cause Sarkozy et son gouvernement...

Aurions-nous vraiment à nous féliciter d'une telle « Unité » ?

« Cela fait maintenant plusieurs mois que la colère sociale grandit dans le pays, multipliant les actions les plus diverses. La défense de l'emploi et le refus des licenciements sont à l'origine de conflits de plus en plus nombreux. Des secteurs comme l'université et l'éducation, la santé ou la Poste sont mobilisés depuis des mois. D'autres comme EDF-GDF intensifient leurs actions. Le 1er Mai peut constituer une étape supplémentaire dans la convergence et la généralisation de mobilisations sociales dont le mouvement des Antilles, notamment, a montré l'efficacité. »

La déclaration masque là les vraies questions. Depuis, le 29 janvier, la classe ouvrière, la jeunesse, dans leurs profondeurs, ont exprimé leur rejet de la politique sarkozyste et patronale. C'est ce qui met à l'ordre du jour le combat pour chasser le gouvernement Sarkozy-UMP, pour un gouvernement des travailleurs.

Encore une fois, dans ce contexte, les directions syndicales ont mis en place toute une organisation visant à éviter que n'affleure cette question. La succession de journées d'action – soigneusement espacées pour éviter tout « dérapage » - fait partie de cette stratégie. Qui pouvait d'ailleurs croire une seconde que ces journées soient en mesure d'aboutir ne serait-ce qu'à un recul du gouvernement ? Le 1^o mai n'est donc pas, comme c'est écrit, « une étape supplémentaire » dans la voie de l'action contre Sarkozy et le patronat » mais au contraire un obstacle de plus dans la voie du

« Tous ensemble », de la nécessaire grève générale pour défaire ce gouvernement.

Une chose est donc de participer à des journées telles que le 1^o mai, autre chose est – comme le fait la déclaration – d'en assumer la coresponsabilité politique.

« Bien que les choix politiques du gouvernement soient de plus en plus largement mis en cause, celui-ci refuse d'entendre les exigences sociales qui se sont exprimées, entre autres, au travers de la plate forme intersyndicale du 5 janvier et dans les journées des 29 janvier et 19 mars. »

Endosser la plate-forme intersyndicale du 5/1 est tout à fait révélateur des objectifs de ceux qui ont élaboré cette déclaration.

- Comme on s'en doute, cette plate-forme ne disait rien concernant notre revendication d'interdiction des licenciements (autrement dit : elle y était opposée, comme l'a fait savoir la direction CGT à plusieurs reprises). Cette présente déclaration PCF-PS-NPA-PG... est d'ailleurs de la même eau : il y est question « *d'opposition* » (pas d'interdiction) aux licenciements...
- A propos du chômage partiel, la plate-forme indiquait : « *Les entreprises confrontées aux baisses d'activité utilisent des mesures de sauvegarde d'emplois comme le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés... Toutes ces mesures doivent être négociées (...).* ». Bref, pas question de s'opposer au chômage partiel... Tout au plus, était-il revendiqué que leur indemnisation soit améliorée....
- Pour le pouvoir d'achat, la plate-forme consacrait l'abandon de la revendication de rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis des années : « *Dans les branches, les entreprises, les fonctions publiques, les négociations salariales doivent assurer au moins un maintien du pouvoir d'achat et une réduction des inégalités* ».
- « *Les allègements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux.* » Autrement dit, les signataires endossent la politique sarkozyste de « réduction du coût du travail ». Tout au plus serait-il question de l'amender.
- Concernant la Fonction Publique, ce document indiquait « *face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), mettre en œuvre des réformes porteuses de progrès social* ». En d'autres termes, l'abandon de la RGPP et de ce qui va avec (suppressions de postes, redéploiements...) n'est pas revendiqué. Évidemment, pas un mot sur les contre-réformes sarkozystes (Santé, Enseignement...).

On pourrait multiplier les exemples pour démontrer l'évidence, à savoir que la plate-forme intersyndicale ne reprend pas les revendications ouvrières.

« Le gouvernement loin d'apporter une quelconque réponse aux urgences sociales du pays, une quelconque réponse efficace à la crise, laisse faire les plans de licenciement, continue de mettre en œuvre des choix qui font payer aux populations l'addition de la crise et s'enfonce à tous les niveaux dans un autoritarisme et un mépris insupportables. Tous les clignotants de la situation sociale et économique du pays restent au rouge.

Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de Nicolas Sarkozy et du Medef et contribuer à faire grandir l'exigence d'autres choix de justice et de solidarité. »

Le gouvernement ne peut pas « *apporter une quelconque réponse aux urgences sociales du pays, une quelconque réponse efficace à la crise* », il ne peut que « *laisser faire les plans de licenciement* », que « *mettre en œuvre des choix qui font payer aux populations l'addition de la crise* ». La seule façon de mettre un coup d'arrêt à la politique sarkozyste, c'est d'exiger son départ.

C'est très exactement l'inverse qui est contenu dans cette déclaration. « *Mettre un coup d'arrêt* » à la politique de Sarkozy, c'est bien tenter d'amender celle-ci, se situer dans la perspective de la continuation de son mandat jusqu'en 2012 – ce qui est la politique de la majorité des organisations

signataires, du PS, du PCF ou du PG.

« La réunion du G20 présentée par Nicolas Sarkozy comme un grand succès n'a fait que conforter les choix qui sont à l'origine même de la crise. Aucun des mécanismes d'accumulation financière à l'origine de celle-ci n'est mis en cause, l'essentiel pour N. Sarkozy comme pour les dirigeants des grandes puissances étant la sauvegarde même de ces mécanismes. »

Non, la crise ne trouve pas sa racine dans les mécanisme d'accumulation financière comme le disent les anti-libéraux. Elle a son origine dans les contradictions propres au capitalisme, comme l'ont établi les marxistes.

L'essentiel est que se situer sur le terrain du « contrôle de la finance », c'est se situer sur celui de Sarkozy - il ne cesse lui-même d'en appeler à la mise en place d'un capitalisme « assaini » (le fait que ce soit réaliste est une autre question).

« Nos organisations, comme elles l'ont fait lors des précédents rendez-vous de mobilisation sociale, appellent à la réussite d'un 1er mai 2009 historique. Elles seront aux côtés des salarié-e-s, de tous les travailleurs, de toute la population pour amplifier la mobilisation populaire afin d'obtenir les changements de cap politiques nécessaires. »

En bref, les signataires s'engagent à soutenir les initiatives mises en place par les directions syndicales, encore une fois pour éviter l'embrasement social. Le NPA n'avait -il pas mieux à faire que de signer une telle déclaration ?

Il me semble que c'est clair : le NPA s'est une fois de plus fourvoyé en signant une déclaration de ce type. Il n'y a pas de mystère : ce texte se situe sur l'orientation des directions syndicales – on ne peut d'ailleurs attendre rien d'autre d'un texte porté par des parti comme le PCF ou le PS.

Pourtant, à l'opposé de l'orientation de cette déclaration, Olivier Besancenot vient de faire la proposition d'une **manifestation nationale de tous les licenciés**, à l'appel de toutes les organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats, associations...).

La proposition a incontestablement son intérêt, encore faut-il préciser l'objectif d'une telle manifestation, à savoir exiger :

Interdiction des licenciements

Arrêt des suppressions de postes dans la Fonction Publique

Retrait des « réformes » Sarkozy (Université, Santé, etc.)

et pour dire haut et fort :

Dehors le gouvernement Sarkozy et l'UMP

Pour un gouvernement des Travailleurs

Quant à nous, nous avons les plus larges possibilités politiques en défendant cette orientation partout où c'est possible – dans les quartiers, les entreprises, au sein du mouvement syndical, etc.

Discutons-en !

Le 28.4.2009